

## **Maîtrise du territoire**

### **1°) - Autorité de l'Etat, la descente aux enfers**

De commissariat en gendarmerie, de couloir de palais de justice en vestiaire de gardiens de prison, ce fut d'abord un sourd murmure. Mais depuis cet été, la rumeur enfle et devient le lourd grondement d'états-majors et de directions, comme celle de la Sécurité publique, dont les 66 000 fonctionnaires sont en première ligne dans les rues et les quartiers.

Ce qui émane du continuum français de la sécurité (police-justice-pénitentiaire) et dont le gouvernement perçoit encore mal la gravité, c'est ceci : face aux malfaiteurs, émeutiers et trafiquants, l'autorité de l'Etat s'élimine chaque jour un peu plus ; l'Etat risquant même d'y perdre la maîtrise de territoires entiers de la France métropolitaine. Depuis l'été en effet, les clignotants s'affolent :

- Vers le 14 juillet, la guérilla urbaine sévit autour de Paris et Lyon. A la Courneuve, "une médiathèque, l'école de la deuxième chance et un commerce sont incendiés" ; A Neuilly-Plaisance, le local de la police municipale est bombardé de cocktails-Molotov "par une centaine d'individus". Ailleurs en Ile-de-France ou dans le Rhône, policiers et pompiers sont attirés dans des embuscades et ciblés par les tirs tendus de mortiers d'artifice.
- Au même moment, deux bombes explosent dans un site "Seveso" (activité industrielle dangereuse) de Berre l'Etang ; deux cuves s'embrasent, l'une pleine d'essence, l'autre de naphthaline. L'épaisse fumée noire se voit à 40 km.
- Peu auparavant, 180 détonateurs, dix pains de plastic et 40 grenades sont volés sur un site militaire de Miramas : un clair acte de guerre - là encore, silence-radio.

En première ligne face à tout cela, des policiers et gendarmes harcelés et épuisés.

**Harcelés** : en 2014, 7 603 de ces fonctionnaires et militaires ont été blessés en opération, 20 par jour, plus 46% depuis 2008. En 2014, le nombre de gendarmes blessés par arme est à + 28%, la plus forte poussée en dix ans. A Paris, les "atteintes aux porteurs de l'autorité" sont à + 8%, de juillet 2014 à juin 2015.

"Porteurs de l'autorité" ? Désormais, c'est une blague. Policiers et gendarmes constatent que les voyous veulent "tuer du flic", fonçant sur eux en voiture ou les ciblant avec des armes de guerre aujourd'hui banalisées. Pour les forces de l'ordre, "casser" un point de trafic de drogue expose maintenant à ces représailles, type attaque de commissariat. Rien

qu'en août dernier :

- Prévenus du braquage d'un supermarché au nord de Marseille, des policiers essuient le feu de bandits en fuite, leur véhicule étant atteint de plusieurs balles,
- A Pantin, un policier surprend deux cambrioleurs au Service central automobile de son ministère et reçoit une balle dans le ventre. Cette "tentative d'homicide" pousse un syndicat policier à dénoncer la "multiplication des actes graves visant les policiers".
- Aux Tuileries, des policiers contrôlant en plein jour des vendeurs de babioles à la sauvette sont roués de coups par ces clandestins qui ensuite, disparaissent.

**Epuisés** - Tout ceci, en pleine mobilisation anti-terroriste. "Charlie"... hyper-Casher... tentative d'attaque d'une église de Villejuif... Décapitation de Chassieu (Rhône)... Attaque d'un Thalys Bruxelles-Paris... ces chocs secouent depuis janvier des policiers ou gendarmes toujours plus épuisés - quoique gavés de fictifs "jours de congés" ou "heures supplémentaires". Résultat : naguère, le professionnalisme de l'appareil sécuritaire français était admiré partout en Europe ; or clairement, l'instrument est désormais désaccordé.

Pourquoi ? Par la dislocation d'une justice titubant entre bourdes, bévues et bavures à la base et fumées idéologique au sommet.

Comment l'établit-on ?

- Par l'explosion de "braquages" de proximité, les commerces - voire les particuliers, des enlèvements à domicile, etc.
- Par l'enracinement de supermarchés de la drogue dans les quartiers hors-contrôle, où les fameuses "zones de sécurité prioritaires" n'ont pas d'effet.
- Par le pillage d'une "France périphérique", où vit quand même 58% de la population.

## **2 - La JUSTICE en perdition**

D'abord, le fondamental. "Etat" vient du substantif latin "status", du verbe "stare" : se tenir debout et *stable*. Depuis au moins notre XVI<sup>e</sup> siècle, ce pouvoir souverain d'Etat assure aux français unité et pérennité. Dans l'appareil de l'Etat, la justice, fonction-clé, garantit la stabilité de la société. Si le droit n'irrigue ni ne régule la société, celle-ci sombre vite dans un chaos qui la menace toute entière. Maîtrise du territoire, autorité de l'Etat : un seul et même problème, donc. Or l'actuelle perte de contrôle, les syndicats de police - et maints experts - l'attribuent au laxisme d'une justice en perdition. Tel est notre sujet.

D'abord, l'auteur rappelle que s'en prendre à la personne de Mme Taubira est idiot. Au-delà, le problème n'est même plus celui de la passion de la Garde des sceaux pour une "culture de l'excuse" en faillite ; c'est celui de son incompétence et de celle de son entourage. Un amateurisme tel que chaque jour, vingt indéniables faits montrent que l'appareil judiciaire se disloque et menace désormais de couler. Prisons passoires... gestion absurde des détenus... affolantes permissions de sortie... mesures aberrantes : en matière de justice, tous les signaux sont au rouge. Voilà la théorie. Passons au concret.

### **Prisons passoires...**

**Les faits** : Octobre - "Un détenu de la prison de Fresnes s'évade lors d'un tournoi de boxe". Le programme de réinsertion de ce "trafiquant de drogue international", déjà évadé en 2012, l'amène à participer à un "challenge national de boxe pénitentiaire" (*vous avez*

*bien lu*) ; bien entendu, il s'évade. Un cas isolé ? Non : récemment, on a pu lire ceci, du même registre : "A Metz, un homme sous bracelet électronique a réussi à apporter du cannabis en prison" - "Nancy : un homme échappé de prison massacre au couteau son rival amoureux" - "Un détenu fiché comme islamiste radical n'est pas rentré de permission" (une possible bombe humaine à la Kouachi) - "Alsace : un détenu se fait la malle lors d'une randonnée". Par dizaines, des cas analogues, sinistres ou grotesques.

**Commentaire** : en France, la "réinsertion" des malfaiteurs revient d'usage à des travailleurs sociaux ivres de "culture de l'excuse". Mais là quand même - apprendre la *boxe* à des criminels ! Les mener en *randonnée* ! De telles aberrations démontrent que le bon sens et l'idée même de ce qu'est un criminel ont déserté la Chancellerie-Taubira.

En janvier à Marseille, un syndicaliste comparait la prison des Baumettes à un club de loisirs "[*les détenus*] ont tous des portables, le sport, la télé avec Canal Plus". (27 524 portables saisis en prison en 2014 ; trois fois plus qu'en 2010). Depuis, clairement, la permissivité s'aggrave.

### **Laxisme exacerbé**

**Les faits** : "Condamné à 22 ans de prison, il est déjà libéré".

**Commentaire** : Un caïd marseillais, triple assassin. Condamné en 2007 à la "réclusion criminelle à perpétuité, avec 18 ans de sûreté". Le voici dehors, pas même 8 ans après ! Peu auparavant : "La libération de deux meurtriers crée l'incompréhension" (la "Veuve noire de l'Isère" et un assassin de policier) ; "Corse, le leader nationaliste [*lire : gangster*] Charles P. libéré après un couac judiciaire" - "Interpellé avec 2 600 cachets d'Ecstasy, il recouvre la liberté". Une litanie de cas aberrants ou odieux ; racailles, trafiquants, gangsters chevronnés : dehors, à la première occasion.

### **Absurdités administratives**

**Les faits** : "Bobigny : un agresseur de policiers libéré à cause d'une erreur de fax" - "Créteil : jugé quatre fois pour le même cambriolage", etc.

**Commentaire** : en 2015, la justice française utilise encore des *fax* ! A quand les pigeons voyageurs ? (zéro trace carbone). A la rentrée 2014 déjà, "196 dossiers de détenus trouvés dans des poubelles". Depuis, la pétaudière prospère.

Mais les magistrats ? La pénitencière ? Récemment "De hauts magistrats pointent le désordre des juridictions" ; "Prisons : le mouvement de grogne gagne les directeurs". La colère gronde chaque jour plus.

En plein chaos, la Garde des Sceaux fait la rock-star politique. A l'université d'été socialiste, fin août, c'était Constantinople-1453 : les Turcs aux murailles, tandis que l'élite byzantine bavarde du sexe des anges. A La Rochelle-2015, Mme Taubira a chaviré son auditoire. Effusion rousseauiste et larmes d'émotion... Face aux ténèbres... L'oppression... la misère ! Le spectre du général Boulanger ! Ovation en rafale... Petit poème d'Andrée Chedid.

Au même moment, la police marocaine capturait le franco-marocain Nabil I., gros braqueur de la Côte d'Azur. Peu après, l'avocat du bandit annonçait que Nabil voulait être jugé en France. La justice-Taubira... Ecran plat en cellule ! Une randonnée de temps à autre... Dehors sous peu ! Pas sûr que ce bandit goûte beaucoup Andrée Chedid - mais il a quand même tout compris. ■